

Faisons libérer les détenus d'opinion de Kabylie Débarrassons-nous de la mainmise de l'État algérien

DECLARATION

La Kabylie paie cher son engagement pour les libertés de manière générale, et pour sa volonté de souveraineté en particulier. Les répressions qu'elle subit sont répétitives et ce depuis 1962. Chaque génération a consenti son lot de sacrifices pour sa résistance pacifique et déterminée. Le Printemps berbère d'Avril 1980 et le Printemps noir de 2001-2002 en sont, à ce titre, des exemples éloquents. Aux agressions systémiques qu'elle subit, la Kabylie n'a pas versé dans la violence dans laquelle le régime algérien aimeraient l'entraîner.

Aujourd'hui, la Kabylie est camisolée. La quasi-totalité des militants en vue croupissent dans les geôles du régime algérien. Toutes ces arrestations arbitraires, mais ciblées, sont effectuées de manière préventive car le pouvoir a peur d'être submergé par la rue.

Nos camarades et amis détenus sont scandaleusement accusés de « *terrorisme* » et « *d'atteinte à l'unité nationale* ». Pour le régime algérien, ces chefs d'inculpation sont passibles de la peine capitale. Ils doivent être libérés et cela relève de notre responsabilité à toutes et à tous.

Doit-on accepter de mauvaise grâce de disparaître en tant que pensée, culture, langue, identité, bref en tant que pays kabyle ? Doit-on accepter cette humiliation que nous fait subir la voyoucratie algérienne ?

Reprisant un vieux slogan catalan républicain, à *Tamazgha* nous disons « *No pasarán !* ». Mais suffit-il de dire cela ou encore dénoncer l'arbitraire et l'injustice que fait régner une oligarchie mafieuse au service de l'idéologie arabo-islamique ?

En cette conjoncture inquiétante, le silence assourdissant d'une partie des élites kabyles doit nous interpeller. Les partis politiques et organisations de la société civile, la presse écrite, les personnalités artistiques, les intellectuels, les comités de villages... se ferment. Et la diaspora a été, jusque-là, incapable d'agir de manière efficace à même de porter la voix des détenus et mobiliser l'opinion internationale pour susciter la solidarité tant nécessaire pour la Kabylie.

Maintenir une telle posture ouvrira davantage la voie aux tyrans qui n'épargneront personne et qui trouveront l'occasion d'accélérer leur projet de destruction de la Kabylie. La Kabylie mérite un élan de solidarité et ce sursaut citoyen salvateur !

Face à une telle situation inédite et qui menace la Kabylie dans son existence-même, peut-on rester indifférents et être spectateurs de notre propre éradication ? Peut-on se passer d'une mobilisation à même d'organiser la résistance et la lutte afin de mettre fin à cette agression sans fin que mène l'État algérien contre la Kabylie ? N'est-il pas temps de s'affranchir de ceux-là, parmi nous, qui collaborent avec la voyoucratie algérienne ; ceux-là qui sont « le bâton » des forces de répression en Kabylie ? Le Village kabyle ne doit-il pas reprendre son rôle dont les forces coloniales l'ont dépourvu ? Et la diaspora, notamment en France, n'est pas en reste : elle doit assumer ses responsabilités et prendre sa part dans cette incontournable lutte qui doit être menée pour redonner à la Kabylie sa dignité. Une initiative qui doit s'appuyer sur une large concertation pour aboutir à la mise en place d'actions collectives est nécessaire et indispensable.

***Tamazgha,
Paris, le 12 décembre 2021.***

